

<https://www.pressegauche.org/Sondage-Leger-87-de-la-population-contre-toute-augmentation-de-leur-facture-d>



# Sondage Léger : 87 % de la population contre toute augmentation de leur facture d'électricité en raison de GNL



bec/Gazoduc Date de mise en ligne : mardi 4 mai 2021

- Politique québécoise - Environnement -

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**Des groupes citoyens et environnementaux\* dévoilent aujourd'hui les résultats d'un [sondage Léger](#)** démontrant qu'une grande majorité de la population du Québec refuserait de payer pour l'augmentation de sa facture d'électricité qu'entraînerait une autorisation du projet par le gouvernement Legault. En réponse à la question « Si le projet GNL Québec/Gazoduq devait se réaliser, seriez-vous prêt à accepter une augmentation de votre facture d'électricité qui pourrait en résulter ? » 87 % des Québécois.es ont répondu NON alors que seulement 5 % ont répondu oui. C'est ce que révèlent les résultats d'un sondage Léger réalisé à l'échelle du Québec du 16 au 18 avril 2021.

Pour les groupes, il s'agit d'un non catégorique à toute augmentation de la facture d'électricité pour un projet d'exportation de gaz de l'Ouest canadien qui serait transporté par un pipeline en traversant le Québec de l'Abitibi jusqu'au Saguenay, puis acheminé outre-mer par des navires qui passeraient sur le fjord du Saguenay et sur le Saint-Laurent.

Le 1er avril dernier, les groupes environnementaux et citoyens ont révélé, en se basant sur les calculs de l'Union des consommateurs, que si le gouvernement Legault autorisait le projet GNL Québec/Gazoduq, la facture d'électricité des abonné.e.s d'Hydro-Québec augmenterait de près de 10 milliards de dollars au cours des 25 premières années du projet.

Selon l'Union des consommateurs, le projet provoquerait en effet une [hausse additionnelle de 2,5%](#) des tarifs d'électricité à compter de 2030, hausse qui durerait aussi longtemps que GNL Québec/Gazoduq serait en opération. Au cours des 25 premières années du projet, ce sont donc près de 10 milliards de dollars supplémentaires (en dollars d'aujourd'hui) qui seraient pris dans les poches de millions de familles québécoises et des autres client.e.s d'Hydro-Québec. Les groupes rappellent que ces coûts supplémentaires iraient à l'encontre des propos du premier ministre Legault qui a [déclaré](#) en décembre dernier que « [...] le gouvernement du Québec a refusé qu'il y ait un financement public dans le projet GNL Québec ».

Les groupes rappellent que la mise en oeuvre de ce projet augmenterait de manière significative le déficit d'approvisionnement en électricité qui est déjà prévu pour 2027 au Québec et obligerait Hydro-Québec à aller de l'avant avec des appels d'offres pour obtenir de nouveaux approvisionnements en électricité. Or, les coûts des nouvelles sources d'approvisionnement seraient beaucoup plus élevés que le bas tarif qui serait consenti à GNL Québec/Gazoduq. Toujours selon l'Union des consommateurs, pour la seule année 2030, le manque à gagner pour Hydro-Québec se chiffrerait à près de 380 millions de dollars, et provoquerait alors une hausse supplémentaire des tarifs de 2,5%. Cette hausse s'ajouterait à la hausse tarifaire de 2% déjà prévue par Hydro-Québec en l'absence du projet GNL Québec/Gazoduq.

Pour l'ensemble du projet de gazoduc et d'usine de liquéfaction à Saguenay, la consommation annuelle d'électricité serait d'environ 6 milliards de kilowattheures (6 TWh), soit l'équivalent de la consommation de 300 000 maisons.

En terminant, les groupes rappellent qu'à la veille du dépôt du rapport du BAPE, un autre sondage Léger a révélé que 52 % des Québécois.es s'opposent au projet alors que seulement 27% l'appuient, soit presque deux fois plus de personnes qui s'opposent au projet que de personnes qui l'appuient. Cette non acceptabilité sociale associée au refus catégorique des Québécois.es à ce que leur facture d'électricité augmente si ce projet voyait le jour et au fait que le rapport du BAPE a été dévastateur pour le projet doit conduire au rejet immédiat de GNL Québec/Gazoduq par le gouvernement Legault. Ce dernier a tous les éléments en main pour prendre sa décision.

## Citations

« Le premier ministre Legault a clairement dit à l'Assemblée nationale qu'il n'y aurait pas de financement public pour le projet GNL/Gazoduc. Mais si le projet était approuvé, c'est 10 milliards d'argent du public qui seraient détournés pour le financer. C'est la même chose pour les familles québécoises que l'argent vienne de leurs impôts ou de leurs factures d'électricité », affirme Adrien Guibert-Barthez, co-porte-parole de la Coalition Fjord.

« Nous savions déjà que la majorité de la population était contre ce projet et nous savons maintenant qu'elle s'oppose presque unanimement à l'augmentation des tarifs d'électricité qu'il entraînerait au Québec. Ce nouveau sondage démontre que le gouvernement doit rejeter immédiatement ce projet qui coûterait des milliards aux clients d'Hydro-Québec et qui a été pourfendu par le BAPE qui a conclu qu'il augmenterait les émissions de GES et menacerait les bélugas », a déclaré Patrick Bonin, responsable de la campagne Climat-Énergie à Greenpeace Canada

« Difficile de trouver des chiffres plus parlants que ceux du présent sondage. Déjà, il n'y avait pas d'acceptabilité sociale pour le projet dans son ensemble, mais cet aspect particulier de GNL Québec/Gazoduc lié à la facture d'électricité ne passe tout simplement pas auprès d'une large partie de la population. Les Québécois.es ne veulent pas que leur argent serve à financer ce projet dangereux et le gouvernement devrait en prendre bonne note », explique Émile Boisseau-Bouvier, analyste des politiques climatiques d'Équiterre.

« Si le projet GNL Québec/Gazoduc était autorisé, les Québécois.es en paieraient le prix sur leur facture d'électricité pour au moins les 25 prochaines années. Comment le ministre Julien peut-il justifier cela alors que nous sommes en pleine pandémie et que les finances des familles québécoises sont déjà mal en point ? À 87%, une majorité écrasante de Québécois.es sont contre », explique Alice-Anne Simard, directrice générale de Nature Québec.

« Le projet GNL est un non-sens, non seulement en ce qui a trait aux émissions de GES qu'il engendrerait, mais aussi en ce qui a trait aux coûts d'électricité qu'il générerait pour les ménages québécois sur le court et le long terme. Ce plus récent sondage démontre clairement que la mise sur pied d'un tel projet coûteux n'est dans l'intérêt ni du climat ou de la biodiversité, ni des Québécois.es. Il est grand temps que le gouvernement se tourne vers des projets de transition et sociétaux qui contribueront à bâtir un Québec plus juste et plus vert, tant sur le plan environnemental qu'économique », a déclaré Sabaa Khan, directrice générale pour le Québec et l'Atlantique de la Fondation David Suzuki.

## \*Méthodologie

Le sondage Léger a été commandé par Nature Québec, Greenpeace, Équiterre, la Fondation David Suzuki, la Coalition Fjord, la Coalition anti-pipeline Rouyn-Noranda et le Regroupement vigilance hydrocarbures Québec (RVHQ). La marge d'erreur maximale pour un échantillon de 1 003 répondant.e.s est de  $\pm 3,1\%$ , et ce, 19 fois sur 20.

Pour le consulter dans sa version intégrale : [Résultats du sondage Léger](#)